



L'HÉTAIRIE

Le combat des idées à gauche

# Savoir lire l'économie numérique : un impératif politique

par **Philippe RIS**

Docteur en informatique

<http://philippe-ris.fr>

**L**a naissance de l'économie numérique en 2008<sup>1</sup> et son émergence effective depuis 2012 changent profondément le monde au sein duquel nous évoluons. Son avènement entraîne en effet des transformations d'une ampleur inédite dans le champ économique, social et politique.

Les outils numériques tels que les réseaux sociaux offrent ainsi aux citoyens une capacité de mobilisation et d'organisation inédite face à la sphère politique traditionnelle, accroissant par ailleurs la défiance des premiers à l'égard de la seconde. Ils peuvent aussi servir de solides relais à des groupes d'activistes, comme *Anonymous*, ou de criminels qui, à l'instar de *Daesh*, les utilisent pour leur propagande.

La généralisation de l'usage de ces outils numériques porte également un enjeu de cohésion sociale, face au risque de

création d'une fracture voire d'une amputation sociale entre les individus maîtrisant ou non le numérique, face également au rapport que nous entretenons avec des mécanismes comme les algorithmes ou l'intelligence artificielle (IA), dont certaines capacités cognitives nous dépassent.

Si la plupart de ces effets s'imposent avec force et évidence, la compréhension de notre monde devenant numérique est encore naissante et bien trop souvent incomplète. Lire les évolutions économiques récentes dans le domaine du numérique avec la grille de lecture de l'économie « classique » ne permet pas de comprendre les changements présents et à venir car ces deux économies ne fonctionnent pas selon les mêmes règles.

En conséquence, l'intelligibilité de notre monde numérique et de son économie s'avère plus que jamais nécessaire pour tracer ou appliquer une vision politique pertinente et décliner les

***Si la plupart de ces effets s'imposent avec force et évidence, la compréhension de notre monde devenant numérique est encore naissante et bien trop souvent incomplète***

<sup>1</sup> Trois dates fondatrices sont à retenir : en 2004 l'éditeur Sales Force est le premier grand éditeur à dématérialiser l'usage du logiciel en entrant dans le SaaS (*Software as a Service*) et en 2007/2008 Amazon applique la

dématérialisation aux machines (IaaS *infrastructure as a software*) alors que Apple rend possible l'hyperconnectivité universelle avec son *Iphone*.

actions indispensables à la conduite d'une nation.

### Une nouvelle révolution ?

Comme ce fut le cas au XIX<sup>ème</sup> siècle, nous constatons aujourd'hui l'émergence d'éléments fortement perturbateurs : depuis le début des années 2000, une immense partie de l'humanité a désormais accès à une connaissance universelle quasi-gratuite. L'espace numérique est également un espace de liberté d'une ampleur inédite. Ceci est favorable à une rupture culturelle et sociétale et représente un fait majeur de civilisation : le savoir n'est plus une rareté mais une abondance ; la connaissance n'est plus une certitude mais une probabilité ; l'autorité n'est plus une institution mais le résultat du verdict de la multitude. De fait, l'espace numérique apparaît comme un espace de liberté sans égal.

Plus encore, la monnaie, en sa qualité d'outil d'échange de valeur, est contestée par :

- des crypto-monnaies aux contours encore incertains,
- les mécanismes de gratuité de l'économie numérique - conséquence de

la loi de Moore<sup>2</sup> qui avait empiriquement prévu un doublement de puissance informatique à des intervalles réguliers de quelques mois –,

- la démonétisation des échanges que l'hyperconnectivité numérique rend possible<sup>3</sup>. Les capacités d'échanges de valeur sont donc radicalement transformées, à la fois plus rapides et plus fluides, mais aussi plus libres.

Les nouvelles règles de l'économie numérique, les progrès de l'impression 3D dans tous les domaines d'activité et la progressive arrivée à maturité de l'Intelligence Artificielle<sup>4</sup> promettent de générer des gains de productivité inaccessibles au modèle industriel et à l'organisation du travail développés jusqu'alors. La combinaison de ces différents éléments décuple les capacités individuelles de production. L'efficacité de la création de valeur d'individus collaborant dans un espace numérique

surpasse désormais les possibilités du modèle industriel qui était la référence. L'efficacité économique semble se déplacer vers de très petites unités de production de proximité - au sens numérique et physique - ce qui entraîne un risque évident de désindustrialisation et surtout, à terme, la potentielle fin du modèle salarial

### *Les nouvelles règles de l'économie numérique... promettent de générer des gains de productivité inaccessibles au modèle industriel*

<sup>2</sup> Sur la loi de Moore, cf <http://www.futura-sciences.com/tech/definitions/informatique-loi-moore-2447/>

<sup>3</sup> Cf. Ph. RIS, *Les lunettes de l'économie numérique*, éd. Lulu.com, avril 2016, règle #5.

<sup>4</sup> La soudaine et retentissante augmentation des capacités de l'IA est le quatrième fait fondateur de la société numérique. Les faits marquants sont la victoire de *Deep Blue* sur le champion d'échec G. Kasparov en 1999 et surtout la victoire de Watson à *Jeopardy!* en 2011.

dominant, à travers une rupture des capacités de production<sup>5</sup>.

Dans une économie classique, les capacités de production des individus ne sont majoritairement valorisées qu'à travers le contrat de travail alors que, au sein de l'économie numérique, l'individu parvient plus facilement à valoriser ses capacités, lesquelles peuvent dépasser le cadre de sa formation professionnelle. Par exemple, en plus de ses revenus habituels, il est désormais possible d'engranger des revenus complémentaires en « produisant » du co-voiturage, de la location saisonnière de chambres, des mini-séries en vidéo en ligne, etc.

Comme pour la naissance de la Révolution industrielle au XIX<sup>ème</sup> siècle, on constate l'émergence d'éléments induisant une rupture idéologique, sociétale, technologique, dans un cadre où les capacités d'échanges sont sans commune mesure avec tout ce que nous avons pu connaître.

## Le numérique repose sur des règles différentes

Or, il existe en économie numérique des règles - on peut en

recenser 17<sup>6</sup> - qui sont fondamentalement différentes de celles de l'économie classique. Ne pas comprendre ces règles et appliquer les classiques rend incompréhensibles des éléments aussi divers que la valorisation des sociétés de l'économie numérique, l'utilisation des mécanismes de gratuité dans la création de valeur, la compétitivité du capital personnel de production, ou encore le caractère hégémonique des GAFA (*Google, Apple, Facebook, Amazon* et, par extension, les géants du numérique de la *Silicon Valley*).

Pour l'efficacité de la mise en œuvre des politiques publiques, un responsable politique se doit donc d'avoir une double compréhension de l'économie : à une compréhension issue des outils classiques d'analyse, il apparaît désormais plus que nécessaire d'ajouter une vision issue des outils de la nouvelle économie. Le « big data », par exemple, peut-il permettre de détecter ce que les indicateurs classiques ne voient plus ? Par ailleurs, l'investissement étant un moteur classique de croissance, sa faiblesse est généralement source de préoccupation ; mais, dans une

**Comme pour la naissance de la Révolution industrielle au XIX<sup>ème</sup> siècle, on constate l'émergence d'éléments induisant une rupture idéologique, sociétale, technologique**

<sup>5</sup> La comparaison des *business models* d'Air BnB avec Accor Hotel est, à titre d'exemple, flagrante.

<sup>6</sup> #1 Gratuité/Freemium, #2 Usage vs Possession, #3 Hyperconnectivité, #4 Valeur de la data, #5 Démonétisation des échanges, #6 économie quaternaire, #7 Philosophiquement libertaire / libérale par nature / marxiste par nécessité, #8 Investissement vs

Fonctionnement, #9 Capital Personnel de Production, #10 Production collaborative vs organisation classique du travail, #11 Désintermédiation, #12 Longue traîne vs Pareto, #13 non territorialité, #14 Le produit est le marché #15 hégémonie, #16 Probable vs certain, #17 accélération du temps.

économie numérique qui repose principalement sur des coûts de fonctionnement (usage de services) et ne génère que peu d'investissements en dehors des infrastructures, ne faut-il pas s'attendre à une faiblesse durable de l'investissement ?

De même, nos sociétés modernes semblent condamnées à connaître une période durable de croissance faible<sup>7</sup>. Du point de vue de l'économie classique, on peut trouver quelques explications à cela. Cependant, en partant du constat qu'une partie des échanges de valeur s'opère de façon non monétisée, il n'est pas difficile de comprendre que cette partie de la croissance échappe aux statistiques exprimées avec un étalon monétaire. On peut même supposer que, plus nos sociétés se numériseront, plus la croissance de richesse se réalisera de façon démonétisée. Mais que doit faire l'État lorsqu'il constate un PIB qui semble plus faible que celui des modèles de l'économie classique ? Fait-on face, dans ce cas, à un problème conjoncturel à résoudre ou à une mutation structurelle à accompagner ?

### **Repenser les politiques publiques et notre modèle social**

Toute décision politique fondée sur les tableaux de bord anciens ignore donc une partie de la réalité. En conséquence, non seulement l'application de recettes classiques

risque d'être inefficace, mais elle peut s'avérer fortement préjudiciable à la réussite d'une politique économique. Le cas de l'inflation est probablement aujourd'hui celui où l'on a le plus de chances de prendre de telles décisions erronées à partir d'analyses obsolètes.

Les économistes constatent en effet un niveau d'inflation atypiquement bas sans parvenir à en donner une explication claire. Depuis quelques années, les banques centrales peinent à expliquer clairement pourquoi l'inflation ne suit plus les prévisions de modèles économiques. Mais dans une société qui se numérise à grande vitesse, ne faut-il pas s'attendre à voir les conséquences déflationnistes de la loi de Moore (gratuité des services numériques à coût marginal nul) ?

Dans un système qui élimine les intermédiaires, utilise les capacités de production individuelles et favorise la production collaborative, ne faut-il pas s'attendre à être structurellement en situation de déflation, voire à arriver à une situation de démonétisation à grande échelle ? Du point de vue de l'économie numérique, la déflation peut être considérée comme une situation normale. Dans un tel contexte, émettre plus de liquidités monétaires a peu de chances d'avoir un fort impact global.

Au regard de la montée en puissance des capacités personnelles de production, le modèle de production

---

<sup>7</sup> Thomas PIKETTY, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2013, 976 p.

basé sur le salariat risque également de devenir de plus en plus obsolète. Même s'il est encore très largement majoritaire, le modèle salarial cède le terrain à d'autres formes. Ne faut-il pas s'attendre à ce que les nouveaux emplois créés ne soient pas majoritairement des emplois salariés ? Les forces de destruction de l'emploi salarié sont puissantes et, surtout, dans l'intérêt objectif de tous (producteurs et consommateurs). S'il est périlleux et incertain de postuler la fin du travail, il semble tout à fait pertinent d'affirmer la fin possible de l'emploi salarié comme modèle dominant.

Cette évolution se réalisera à mesure du développement de l'économie numérique et c'est sans doute un non-sens que de chercher à faire perdurer - au-delà d'un délai raisonnable de transition - un modèle qui est à la fois source de conflits sociaux majeurs depuis son émergence et comparativement inefficace dans une société numérique.

Ceci a, en France, un impact majeur sur la protection sociale dont le financement est majoritairement basé sur un modèle de salariat. D'où la nécessité de transférer la collecte des cotisations salariales sur un autre dispositif (CSG, TVA sociale, flux monétaires, etc.). Ne pas le faire à temps apparaîtrait alors comme une faute politique majeure qui ne pourrait que conduire à la faillite du système et à la ruine de ceux qui y seront encore rattachés.

Il est toujours complexe de comprendre un changement majeur lorsque l'on vit au cœur de ce changement. Cependant, un ensemble de plus en plus clair d'éléments nous permet d'affirmer que nous sommes bien dans une situation de changement d'ère civilisationnelle, et que de nouvelles règles profondes et structurantes émergent. Il est nécessaire de considérer que nous avons affaire simultanément à deux économies, une mature classique et une nouvelle émergente, qui ne fonctionnent selon les mêmes règles et qui ne sont donc pas analysables et conceptualisables de la même façon.

Le Gouvernement actuel ne semble pas avoir pris la mesure de ce changement et surtout de l'obsolescence des indicateurs économiques. Il en résulte une gouvernance partiellement aveugle de l'économie, et donc de mauvais choix. Dans l'époque qui est la nôtre, la mission de tout Gouvernement devrait être de se doter au plus vite d'une compréhension et de tableaux de bord qui englobent la nouvelle réalité.

Dans la mesure du possible, cette mission doit permettre une transition douce de l'ancien modèle à un nouveau modèle qui reste à définir. Ne pas s'approprier à quitter l'ancien modèle sociétal, économique et politique est une faute. Ne pas se mettre en mesure de construire et de maîtriser l'avenir est un crime envers les citoyens.

***Il est toujours complexe de comprendre un changement majeur lorsque l'on vit au cœur de ce changement.***